

A l'heure où le nuage radioactif japonais survole le territoire français, les questions de la société civile se font de plus en plus nombreuses face à l'incompréhension de ce que l'on pensait comme impensable ! Cette situation était-elle vraiment imprévisible ? Ou avait elle été sous-estimée, ou jugée comme improbable... Y a-t-il des responsables ?

Certains universitaires japonais avaient dénoncé depuis le regain des activités sismiques japonaises en 1995 une vulnérabilité inacceptable des centrales nippones. C'est d'ailleurs cet argument dans le choix de l'implantation du projet international ITER qui avait fait pencher la balance du côté de notre Provence. Le gouvernement japonais avait alors choisi de ne pas fermer ses centrales en minimisant le risque sismique avec le discours que l'on entend si souvent : « Le risque étant tellement rare, est-ce que cela vaut vraiment le coup ? »

Les centrales ont bien tenu au séisme mais pas à un tsunami avec une vague qui a dû atteindre 23 m de haut, et aucun rapport n'avait prédit une telle éventualité.

Alors que peut-on de nouveau apprendre de cette catastrophe ?

Tout d'abord, une grande humilité face aux risques majeurs, une modestie des constructeurs, des exploitants, de toutes les commissions d'experts pluridisciplinaires et les politiques. Dans un système aussi complexe où tous les paramètres s'enchaînent, où la cause peut devenir l'effet, on peut en effet toujours faire des tonnes de scénarii, émettre des lois de probabilité mais on ne peut malheureusement jamais connaître la totalité des conditions initiales. L'humilité c'est donc de reconnaître que l'on sait tout déduire ... mais une fois que l'évènement est survenu. Chaque technologie a ses inconnues que l'on découvre en progressant. Le titre même de notre revue « Savoir et comprendre » pose même question. On ne peut effectivement pas tout savoir, mais il faut s'attendre à l'imprévisible et donc être prêt à réagir pour freiner et stopper au plus tôt une catastrophe.

Faut-il s'en remettre à notre instinct ? Au principe de précaution ? Un référendum sur le nucléaire français est demandé par les associations écologistes. La Seiva ne peut que soutenir une initiative où chaque citoyen se sent acteur de son avenir. Nos voisins allemands et belges en sont déjà à l'étape d'après, sur la négociation des modalités de sortir du nucléaire d'ici 2025. Le dialogue à chaud s'annonce difficile, la question revient à choisir entre plusieurs dangers donnés : l'accident planétaire ou une pollution écotoxique chronique avec l'effet de serre. Pour l'instant, le gouvernement français joue la carte de la transparence : l'information se propage ! Tchernobyl aurait-il servi de leçon ? Toutes les données de radioactivité sont consultables sur les sites internet de l'ASN ou de l'IRSN. L'accident est classé au niveau 6 par l'ASN, un cran en dessous de celui de Tchernobyl. En revanche, le premier concerné, le Japon, donne les informations au compte goutte, à sa population mais aussi aux organismes internationaux ! Mensonge ou pas ? On sait bien à la Seiva, que le manque de communication est toujours révélateur d'un secret que l'on veut cacher. Autre questionnement : en cas de crise, le discours actuel français aurait-il changé, ou aurait on eu le discours rassurant japonais et le temps de réaction à déclencher la crise aurait-il été aussi long ?

Nous avons voulu dans ce numéro évoquer les conséquences de cet incident au niveau de Valduc, quelles conséquences ? Et quelles questions posées au centre CEA de Valduc.

Faut-il prendre des comprimés d'iode, quand et comment ? Est-ce utile compte tenu du taux de radioactivité ? La Seiva s'est renseignée pour vous auprès de xxxx (page). Les stocks de proximité

et leur distribution restent un problème de santé dont nous désirons nous saisir avec l'ordre des médecins et pharmaciens.

Un nouvel exercice de crise est prévu début avril. La Seiva ne peut qu'encourager à ce que les populations se sentent impliquées par des exercices de crise, plus concrets et plus fréquents. Ceci doit être un réflexe citoyen et de sécurité civile. Nous attendons aussi qu'un retour d'expérience soit plus efficace.

Vous avez dû remarquer que le périmètre de sécurité autour de la centrale Fukushima (évalué initialement à 10 km) a été élargi de 8 fois. Le risque à Valduc est moindre, évalué à 4 km. Un rayon de 32 km engloberait une population à la limite proche de Dijon et Châtillon sur Seine. Les cartes d'aléas, d'enjeux sont à discuter avec les collectivités territoriales directement concernées qui doivent s'approprier cette problématique et s'organiser pour l'intégrer dans les plans de secours.

La prochaine commission environnement aura pour objectifs de préciser et étudier le cumul des scénarii majorants (séisme, terrorisme) et de revoir les dispositifs de sécurité mis en place. Nous avons demandé à deux géologues xxx et xxx de l'Université de Bourgogne de nous parler des risques naturels de la région. D'autre part, le risque d'accident le plus élevé se trouve à deux périodes de vie d'une installation : Valduc rassemble à la fois des nouveaux chantiers mais aussi des installations en fin de vie. Nous devons rester vigilants sur ces deux points.

Enfin, le manque de transparence observé au Japon ne peut que nous conforter dans notre action de surveillance de la radioactivité de manière indépendante et veiller à ce que les résultats soient mis à disposition de la population.

Eric FINOT, Président de la SEIVA